



Lundi 10 septembre 2010

Pitié pour les patrons voyous ?

Sur TF1 dimanche soir, Hollande nous a donc expliqué qu'il voulait une société solidaire... des patrons ! Il veut « *plus de souplesse et plus de protection* » pour les salariés ET les entreprises. Traduction : la protection pour le patronat, la flexibilité pour les salariés ! Il souhaite un « *compromis historique* » avec le patronat, du « *donnant-donnant* » qui soit « *gagnant-gagnant* ».

Autrement dit, il demande aux syndicats de négocier les plans de licenciements, la précarisation du travail et les bas salaires. Aux salariés de donner double, aux patrons de gagner doublement ! Et de sa part, le compromis commence par « *accompagner* », donc accepter... « *les plans de licenciements déjà en cours* », à commencer par celui de PSA.

Quant à sa minuscule annonce électorale, la taxe de 75% sur la part des revenus supérieure au million d'euros, promesse « symbolique » comme il l'a rappelé lui-même, elle n'aura pas résisté longtemps à la pression estivale du patronat.

Ceux qui pleurent la bouche pleine

Mesure symbolique, mais c'en était trop pour les grands patrons. Ils ont défilé les uns après les autres fin août à l'Élysée pour verser leurs larmes de crocodiles. Jean Marc Ayrault, lui, est allé prêter son épaulement à l'université d'été du Medef, pour les écouter pleurer sur leur sort. La 4^{ème} fortune mondiale, Bernard Arnault, patron de LVMH, a même entrepris les démarches pour se faire naturaliser belge et échapper, par principe, à cette fiscalité marginale. Qu'il parte-donc, bon débarras, et qu'on lui confisque sa fortune, laquelle équivaut à la moitié du budget de l'Éducation nationale !

Mais, dit Hollande, pas question de mesures « confiscatoires »... mêmes symboliques ! Et la stratégie d'intimidation a eu facilement raison du gouvernement socialiste, pris de pitié pour ses pauvres patrons. Résultat : la taxe de 75 % intègrera d'autres impôts déjà prélevés sur le salaire comme la CSG, ce qui en diminuera le montant à 67%. Elle ne concernera que les revenus du travail mais plus ceux du capital et, a confirmé Hollande, elle sera provisoire. Sans compter qu'elle ne s'appliquerait finalement qu'à partir de deux millions d'euros pour les couples. Ouf !

Montebourg et Hollande au chevet de PSA

Il n'y a pas qu'en matière de fiscalité que le gouvernement socialiste est pris de pitié pour le patronat. En matière d'emploi également. Le rapport d'expert commandé par le ministre du redressement

productif, Arnaud Montebourg, est en passe de « *confirmer la grande fragilité du groupe* » et de faire « *valider* » le plan de fermeture de l'usine Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois. Est-il si fragile, le groupe PSA qui dispose de 10 milliards de fonds propres ? Fragile, la famille Peugeot, dont la fortune augmente de deux millions d'euros par jour depuis deux ans ? Il n'y a guère que Montebourg et Hollande pour faire semblant d'y croire.

Notre stratégie face à leur rouleau compresseur

Il n'y a pas que PSA que le gouvernement laisse licencier impunément ! Les plans de licenciements tombent les uns après les autres, Air France, Sanofi, Doux, Alcatel Lucent, et bien d'autres.

Pour empêcher ces licenciements, nous ne pourrions pas compter sur le baratin de Hollande ou Montebourg. Il faudra bien en passer par la lutte collective, la lutte d'ensemble.

Le 29 septembre, un rassemblement est prévu à la cité des 3000 à Aulnay où habitent plusieurs centaines de camarades de PSA. Le 9 octobre, les syndicats CGT de PSA et de Renault appellent à manifester nationalement.

Ces manifestations, pour dire « Non aux licenciements », « Non aux accords de compétitivité », peuvent être le point de départ d'une lutte qui regrouperait tous les salariés, nombreux, menacés par les licenciements, les restructurations ou les suppressions de postes. Il n'y a guère que cela que les patrons redoutent. Eux ont leur stratégie pour intimider le gouvernement, à nous de mettre en œuvre la nôtre pour faire reculer tous ces patrons voyous.

Non au licenciement

Depuis fin août, la direction de l'usine en interdit l'entrée à Bakary, salarié de Derichebourg. Il travaille à Saint-Ouen depuis plusieurs années et il était notamment chargé du nettoyage des sous-sols. Derichebourg le menace maintenant de licenciement pour une affaire datant de début août. Les chaussures de sécurité dont il est question sont toujours présentes dans l'usine et étaient de toutes les façons destinées à la poubelle.

Les patrons peuvent utiliser bien des prétextes pour se débarrasser des salariés. PSA se cache derrière la sous-traitance mais c'est elle le donneur d'ordre c'est donc elle qui est responsable. Soyons solidaires de Bakary.

Manifestons avec ceux d'Aulnay :

Dès le 29 septembre les travailleurs d'Aulnay appellent la population des environs et les entreprises de Seine-Saint-Denis, notamment celles touchées par des plans de suppression d'emplois (Air-France, Sanofi...) à un grand rassemblement à Aulnay. C'est une première occasion d'être à leurs côtés.

Le 9 octobre, avec ceux d'Aulnay, tous les travailleurs du groupe PSA manifesteront le matin au salon de l'auto (avec des sous-traitants, des délégations de Renault et autres), avant de rejoindre l'après-midi le cortège national. Soyons nombreux à participer aux mobilisations face au plan d'attaque général qui n'épargne aucun site ou secteur.

Sevelnord, un chantage répugnant

Fin juillet, la direction de PSA a fait passer à Sevelnord un accord dit de « *compétitivité* », pour lequel elle a obtenu la signature de syndicalistes bien dociles. C'est un véritable chantage fait aux travailleurs : les sacrifices ou les licenciements !

L'accord prévoit le gel des salaires pendant au moins deux ans, la baisse des primes de nuits et du samedi, le rallongement des séances de travail quand ça arrange la direction, la suppression de 4 jours de RTT, la mobilité forcée vers d'autres sites (y compris à Toyota)...

Tout ça sans aucun engagement de la direction sur le maintien des emplois... Comme à Continental où on avait imposé des sacrifices aux travailleurs, au nom du sauvetage de l'usine de Clairoix, pour annoncer sa fermeture un an plus tard.

Rapport bidon

C'est mardi que Sartorius a remis à Montebourg le rapport commandité sur Aulnay. Mais la presse en

avait déjà révélé quelques jours avant le contenu (ou plutôt le vide) : justifier la prétendue surcapacité tout en se gardant prudemment de conclure. Façon qu'a le gouvernement d'aider Peugeot, indirectement. On ne pouvait rien attendre d'autre de ce genre d'étude soi-disant objective, qu'on fait entre « experts amis ». C'est bien pourquoi nos camarades d'Aulnay avaient prévu ce mardi un rassemblement de protestation.

Une protection digne de mafiosi !

La trouille manifestée par la direction de PSA face à la colère des travailleurs d'Aulnay a transpiré jusque dans la presse. Le journal *Le Parisien* du 4 septembre indique que la direction a fait établir « *un bâtiment sécurisé où se retirer en cas d'agitation* ». Une quarantaine de lits de camp ont été prévus pour des vigiles supplémentaires depuis juillet, soit un an et demi avant la fermeture annoncée. Certains « gorilles » auraient été recrutés auprès de boîtes de sécurité russes. Avec pour entraînement la guerre en Tchétchénie ?

S'acheter de tels services c'est bien l'aveu de Varin que lorsque il prétend qu'il n'y aura que des reclassements ou qu'on va trouver (avec l'aide de Hollande) un avenir industriel pour le site, il n'y croit pas lui-même... et qu'il commence à flipper.

Le CAC 40 des patrons voyous

La semaine dernière, PSA s'est ému de sa sortie du CAC 40. En fait de catastrophe, cette annonce concerne surtout les gros actionnaires et les investisseurs. Et encore, le lendemain de l'annonce PSA nous expliquait que ça pourrait faire augmenter le cours de l'action ! Ce qui s'est réalisé le jour même avec un bond de 6,56%.

La direction utilise cette annonce pour justifier son plan de licenciements et le faire payer aux salariés. Avec ou sans CAC 40, pour eux les profits seront de toutes les façons au rendez-vous.

Dans la jungle terrible jungle, le lion est mort ce soir

Dans l'article du *JDD* du 9 septembre, intitulé « *le clan des Peugeot* » on voit sur une très belle photo trôner Robert Peugeot, pas peu fier, avec son gros fusil, aux pieds d'un lion fraîchement abattu. Et oui, monsieur est propriétaire au Kenya, nous précise l'article.

Si le rejeton le plus « *exubérant* » de la famille rêvait de dégommer du travailleur ou de l'usine, comme il flingue le roi des animaux, les salariés ne vont pas s'en laisser conter et peuvent aussi lui narrer la fable du « *chasseur-chassé* ».